

Lettre ouverte à l'Union Royale Belge de Football : nouveaux maillots, savez-vous ce que vous (sup)portez ?

Ça y est, les tenues qui seront portées par notre équipe nationale lors de la Coupe du Monde viennent d'être officiellement dévoilées. Malgré les dénonciations massives des violations des droits des travailleurs migrants sur les chantiers de construction au Qatar, le compte à rebours avant la Coupe du Monde est lancé. Ces maillots, dont la valeur symbolique est immense, représenteront le Royaume sur le terrain des espoirs de milliers de supporters. Ils et elles seront nombreux·ses à se les arracher pour témoigner de leur soutien à l'équipe nationale. Pourtant, ce maillot est aussi le marqueur d'un système d'exploitation bel et bien ancré dans les pratiques commerciales de votre sponsor. [adidas n'a jamais démontré qu'un salaire vital était payé dans ses filières de production](#). En pleine pandémie, [de nombreuses violations des droits des travailleurs et travailleuses ont été constatées dans ces mêmes filières](#). Interpellée par des organisations syndicales de pays de production, adidas n'a toujours pas accepté d'entrer en négociation autour d'une proposition qui améliorerait structurellement les conditions de travail pour des milliers de travailleur·euses. Aujourd'hui, rien ne garantit que les maillots qui représenteront la Belgique pendant la Coupe du monde aient échappé à ce modèle d'exploitation sur lequel adidas a bâti son empire.

« adidas est un grand nom dans le monde du sport et du football. C'est une réelle fierté pour notre Fédération de pouvoir travailler avec une marque aussi forte sur le plan mondial, qui partage nos valeurs et notre ambition. Notre but était de continuer à travailler ensemble et nous sommes ravis de constater que cette volonté soit partagée. » Manu Leroy, Directeur Marketing & Communication de l'URBSFA, mer. 02 septembre 2020, [adidas et l'URBSFA prolongent leur collaboration jusqu'en 2026](#).

Ce partenariat dont l'URBSFA se dit fier et qui reposerait sur des valeurs et des ambitions communes, repose également sur des pratiques commerciales dans le chef de l'enseigne allemande que nous dénonçons aux vues des multiples violations des droits des travailleurs et travailleuses recensées dans ses filières d'approvisionnement.

En pleine pandémie, alors qu'adidas continuait de générer des profits et que vous réitériez votre collaboration, les travailleurs et travailleuses des filières de confection de la marque ont subi des vols de salaires massifs, le non-paiement des indemnités de licenciement et la violation de leur liberté d'association et d'organisation. Une [enquête](#) a ainsi montré qu'adidas était liée au plus grand vol de salaires de l'échantillon d'usines analysé : les pertes infligées à 30 190 travailleur·euses dans huit usines de fournisseurs d'adidas s'élevaient à 11,7 millions de dollars au cours des seuls 14 premiers mois de la pandémie.

Pour ne citer que deux exemples, au début de la crise sanitaire, le fournisseur d'adidas, Hulu Garment, au Cambodge, a escroqué 1020 travailleurs et travailleuses pour qu'ils démissionnent, évitant ainsi de leur verser les indemnités de licenciement qui leur sont légalement dues. Plus récemment, en mai 2022, 5 600 travailleur-euses d'un autre fournisseur d'adidas au Cambodge, Can Sports Shoe, se sont mis en grève pour cause de salaires impayés. L'usine a réagi en faisant arrêter les dirigeants syndicaux.

Un dirigeant syndical cambodgien, Patrick Lee, du Center for Alliance of Labor and Human Rights (CENTRAL), s'exprimant sur la grève de Can Apparel a déclaré qu'"Il s'agit d'une action antisyndicale, pure et simple. adidas prétend respecter les droits des travailleurs, et pourtant une série de violations a eu lieu dans l'une des usines de son fournisseur, entraînant une action de grève et l'arrestation de trois dirigeants syndicaux. Il s'agit là d'un exemple clair des autorités qui tentent d'intimider les membres et les dirigeants syndicaux dans l'espoir d'empêcher les travailleurs de revendiquer leurs droits. adidas doit prendre des mesures immédiates pour soutenir les droits des travailleurs et faire en sorte qu'une telle situation ne se reproduise plus jamais."

Des cas similaires se produisent régulièrement dans les filières de votre partenaire. adidas et d'autres entreprises du secteur font à nouveau beaucoup de bénéfices, tandis que les travailleuses et travailleurs qui produisent pour elles n'ont toujours pas reçu leurs salaires et/ou leurs indemnités de licenciement. adidas a la responsabilité de protéger les droits humains tout au long de sa filière d'approvisionnement. Pour autant, votre équipementier continue d'agir en toute impunité. Il est grand temps de trouver une solution structurelle.

À ce titre, adidas a été contactée par des organisations syndicales représentantes de travailleurs et travailleuses de l'habillement, lui demandant à de s'engager dans un Accord visant le paiement des salaires, le versement des indemnités de licenciement et la liberté d'association dans ses filières. Elles appellent l'équipementier allemand à entrer en négociation le plus rapidement possible. adidas n'a toujours pas donné suite à cette sollicitation.

Les maillots que les supporters peuvent désormais acheter pour la somme de [139,99 euros pour leur version « authentiques »](#) et [leurs répliques vendues 89,99 euros](#) viennent d'être lancés. Sur votre site, vous mettez en avant les matériaux qui les composent, gage de votre engagement pour un « monde plus durable ». Mais rien n'indique la provenance de ces produits ni les conditions de fabrication. Ces maillots émanent certainement des filières de production asiatiques d'adidas, ces mêmes filières touchées depuis plusieurs décennies par un système d'exploitation endémique : salaires de misère, discrimination syndicale, etc. Une situation exacerbée par la crise actuelle. Dans une filière marquée par l'opacité, que savez-vous des conditions de travail dans lesquelles ces maillots sont confectionnés ? Que faites-vous pour garantir la mise en vente de produits aux couleurs de votre équipe fabriqués dans le respect des droits fondamentaux des travailleur-euses ?

En tant que Plateformes d'organisations de la Société civile et syndicats belges, représentantes du réseau Clean Clothes Campaign en Belgique, nous agissons en

soutien des luttes de travailleuses de la confection de vêtements et soutenons, avec 270 autres organisations au niveau international, [la campagne Pay Your Workers](#) qui supporte les revendications précitées. Nous vous invitons à user de votre pouvoir d'influence pour inciter adidas à s'engager vis-à-vis des milliers de travailleuses et travailleurs de sa filière, massivement exploitées en pleine crise sanitaire mondiale.

Organisations signataires :

- achACT asbl
- Schone Kleren Campagne
- ACRF – Femmes en milieu rural
- CNCN 11.11.11
- CNE Centrale Nationale des Employés
- CSC
- FGTB Centrale générale
- Jeunes FGTB
- Oxfam Belgique
- Oxfam Magasins du monde
- SETCa
- Solsoc
- Test Achats
- WSM - We Social Movements



Contact presse : Sanna Abdessalem, sanna@achact.be - +32483374088

Plus d'infos concernant la [Campagne Pay Your Workers](#) et [adidas](#).